

DREAL-UD69-AM
DDPP-SPE-FC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2024-109
modifiant les prescriptions applicables à l'installation exploitée
par la société SANOFI PASTEUR NVL située 31-33 quai Armand BARBES à Neuville sur Saône

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU les arrêtés ministériels du 2 juin 1998 relatifs aux règles techniques applicables aux installations soumises à autorisation pour les rubriques 2680-1 et 2680-2 ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2021 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société SANOFI PASTEUR NVL dans son établissement situé au 31-33 quai Armand Barbès à Neuville sur Saône ;
- VU le courrier du 23 décembre 2021 de la société SANOFI PASTEUR NVL relatif à la demande de bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1510 ;
- VU le dossier de porter à connaissance du 3 avril 2023, complété le 1er décembre 2023, de la société SANOFI PASTEUR NVL relatif à la demande de modification des conditions d'exploitation du site ;
- VU l'avis du CEUCO sur le dossier de demande d'utilisation d'OGM à des fins de production industrielle par la société SANOFI PASTEUR NVL en date du 23 décembre 2022 ;
- VU l'avis du CEUCO sur le dossier de demande d'utilisation d'OGM à des fins de production industrielle par la société SANOFI en date du 1er décembre 2023 ;
- VU l'arrêté n° 2022-1022-3 de la métropole de Lyon, modifié en date du 15 mai 2024 portant avenant à l'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SANOFI PASTEUR dans le réseau public d'assainissement ;

VU le rapport en date du 24 mai 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre recommandée avec accusé de réception n° 2C 177 046 0732 9 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté, par courrier du 12 juin 2024;

CONSIDÉRANT que le porter à connaissance du 3 avril 2023 précité, complété le 1er décembre 2023, est conforme aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel et, qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, de mettre à jour le tableau de classement des activités de l'installation et actualiser les prescriptions réglementaires ;

CONSIDÉRANT au regard des éléments présentés par la société SANOFI PASTEUR NVL, que le projet n'engendre pas de nuisances ou de risques nouveaux ou supplémentaires par rapport aux éléments présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale ayant abouti à l'arrêté du 13 septembre 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que les tableaux présentant les activités et les substances autorisées contiennent des informations sensibles vis-à-vis vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1

Il est accusé réception de la demande de la société SANOFI PASTEUR NVL, en date du 3 avril 2023, complétée le 1er décembre 2023 pour la modification du projet EVF pour la fabrication de vaccins contre le virus respiratoire syncytial, sur la commune de NEUVILLE SUR SAONE.

L'arrêté préfectoral du 13 septembre 2021 reste applicable, selon les modifications édictées par les articles suivants.

Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Au point « 1 » de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021, le tableau est remplacé par :

SANOFI PASTEUR NVL			
Rubrique ICPE	Ré gime (*)	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité
1185.2.a	DC	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	3,1 t
1510.2.c	DC	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³</p>	30416 m ³
2680.2	A	<p>Organismes génétiquement modifiés (installations où sont utilisés de manière confinée dans un processus de production industrielle des), à l'exclusion de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés qui ont reçu une autorisation de mise sur le marché conformément au titre III du livre V du code de l'environnement et utilisés dans les conditions prévues par cette autorisation de mise sur le marché</p> <p>2. Utilisation d'organismes génétiquement modifiés de classe de confinement 2, 3, 4</p>	Classe de confinement 2 (A100/A200/A300)
2681	A	Micro-organismes naturels pathogènes (Mise en œuvre dans des installations de production industrielle)	Souches de classe 2 et 3
2910.a2	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	18,1 MW
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public	1012 kW
3450	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires	-

4130.2.b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation (liquides). 2. Substances et mélanges liquides. b. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	En Annexe 5 confidentielle (**)
4240.1.b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies. 1. Substances et mélanges solides. b. Supérieure ou égale à 5 t mais inférieure à 50 t	En Annexe 5 confidentielle (**)
4510.2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 2. Quantité totale supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	En Annexe 5 confidentielle (**)

(*) : A = autorisation, E = enregistrement, D = déclaration, DC = déclaration avec contrôle périodique

(**) : L'annexe 5 confidentielle de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 est remplacée par l'annexe 5 confidentielle de cet arrêté complémentaire (annexe communicable et consultable sur demande écrite adressée à la préfète).

Article 3 : Collecte des effluents des installations de combustion

Le tableau de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 est remplacé par :

«

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale éjection (m/s)	Puissance ou capacité	Combustible
8700-01	Chaudière 1	19	0,8	6290	8 m/s	9 t/h – 5880 kW	Gaz naturel
8700-02	Chaudière 2	19	0,8	4490	5 m/s	6 t/h – 3920 kW	Gaz naturel
8700-03	Chaudière 3	19	0,65	2170	5 m/s	3 t/h – 1960 kW	Gaz naturel

»

Article 4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

L'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 est modifié comme suit :

« Rejet des chaudières : conformément à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de plus de 1MW, les valeurs limites sont les suivantes (teneur en oxygène de référence : 3%)

Paramètre	Concentration maximale mg/Nm ³
NOx	100
CO	100

Rejet des groupes électrogènes de secours et sprinklage (moins de 500 h/an) :

L'exploitant utilisera exclusivement du fioul domestique à basse teneur en soufre (50 ppm). »

est remplacé par

« Rejet des chaudières : conformément à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de plus de 1MW, et l'arrêté n°69-2023-07-13-00006 relatif à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise, les valeurs limites sont les suivantes (teneur en oxygène de référence : 3%)

Paramètre	Concentration maximale mg/Nm ³
NOx	90
CO	100

Rejet des groupes électrogènes de secours et sprinklage (moins de 500 h/an) :

L'exploitant utilisera exclusivement du fioul domestique à basse teneur en soufre (50 ppm) et du gazoil. Il tiendra à disposition de l'Inspection des installations classées les justificatifs de la teneur en soufre des combustibles utilisés»

Article 5 : Composés organiques volatils

Le point 1 de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 est remplacé par :

«L'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants. La consommation de solvants sur l'ensemble du site est inférieure à 50 T/an. »

Article 6 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

L'article 2.1.1 « Surveillance des émissions » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 est renuméroté en 2.3.1 « Surveillance des émissions ».

L'article 2.1.2 « Bilan des émissions » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 est remplacé par :

« 2.3.2 Bilan des émissions

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM et COV spécifiques	- Plan de gestion de solvants année N avec information visant à réduire leur consommation - Mesure émissions des bâtiments A100, A300, A200, 8600 et station de prétraitement	Annuelle transmission avant le 30/03 N+1 Annuelle
SO ₂	Teneur en soufre des combustibles	Semestrielle
HFC,PFC	Bilan matière	Annuel

»

Article 7 : Points de rejets

Le tableau de l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 est remplacé par :

«

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	A : Rejet d'eaux polluées (REUV) Exutoire N°9 sur plan en annexe, à l'Ouest du site
Coordonnées (Lambert II étendu)	X : 792651,44 ; Y : 2101387,56
Nature des effluents	- Bâtiment A100/A300 et A200 : Eaux de procédé en sortie de la station de décontamination thermique/chimique et après ajustement du pH - Eaux de vannes, eaux de lavage, eaux de laboratoire (hors zone confinées biologiquement). - Eaux de sprinklage (hors zones confinées biologiquement) - 1 ^{er} flot d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées de l'exutoire N°7 (10 m ³ max / épisode pluvieux)
Débit maximal journalier (m ³ /j)	150 m ³ /j jusqu'au 31/12/2023 puis 240 m ³ /j
Débit maximum horaire (m ³ /h)	10 m ³ /h
Exutoire du rejet	Réseau public d'eaux usées
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Genay
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	B : Rejet d'eaux issues de la rémediation – centre et est du site (n° 3 sur plan en annexe)
Coordonnées (Lambert II étendu)	X : 793578,44 ; Y : 2100844,36
Nature des effluents	Eaux pompées en fond de fouilles traités, eaux de rabattement de nappe traitées, (couvertes par les arrêtés préfectoraux de remise en état du 22 avril 2015 et du 20 novembre 2018)
Milieu naturel récepteur	La Saône de Villefranche-sur-Saône à la confluence avec le Rhône
Rejet autorisé jusqu'à	La fin de la période de rémediation des 14 hectares du secteur Est Chimie.

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	C : Rejet d'eaux de sprinklage et eaux pluviales Exutoire n° 11 sur plan en annexe, à l'Est du site
Coordonnées (Lambert II étendu)	X : 793834,62 ; Y : 2101139,62
Nature des effluents	Eaux pluviales : Eaux des rétentions de la zone de sprinklage ; Eaux de la cuve de sprinklage Présence de 2 vannes de barrage manuelles à manœuvrer en cas d'incident sur la zone. Ce dispositif est vérifié annuellement.
Débit annuel(m³/an)	4250 m³/an
Exutoire du rejet	Réseau public unitaire communal
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Neuville-sur-Saône
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	D : Rejet d'eaux pluviales Exutoire N°7 sur plan en annexe, au Sud du site
Coordonnées (Lambert II étendu)	X : 793289,06 ; Y : 2100903,7
Nature des effluents	Eaux pluviales après traitement par séparateur hydrocarbures
Exutoire du rejet	La Saône de Villefranche-sur-Saône à la confluence avec le Rhône
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	La Saône de Villefranche-sur-Saône à la confluence avec le Rhône

»

Article 8 : Valeurs limites de rejet

Les deux tableaux de l'article 3.3.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 relatifs à la « Référence des rejets vers STEP GENAY : Rejet A » sont remplacés par :

«

Débit de référence	Rejet A (REUV)
Moyenne mensuelle en m³/j	220 m³/j
Maximal journalier en m³/j	240 m³/j
Débit maximum horaire (m³/h)	10 m³/h

Paramètre	Code SANDRE	Rejet Concentration		Flux journalier
		journalière (mg/l)	moyenne annuelle (mg/l)	
DCO	1314	1000 mg/l	750 mg/l	240 kg/j
DBO5	1313	500 mg/l	250 mg/l	120 kg/j
MES	1305	200 mg/l	100 mg/l	35 kg/j
Azote global	1551	50 mg/l	50 mg/l	15 kg/j
Phosphore	1350	15 mg/l	4 mg/l	3 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	/	0,25 kg/j
AOX	1106	1 mg/l	0,1 mg/l	0,24 kg/j
Indice phénols	1440	0,3 mg/l	/	0,0012 kg/j

Paramètre	Code SANDRE	Rejet Concentration		Flux journalier
		journalière (mg/l)	moyenne annuelle (mg/l)	
Arsenic et ses composés (en As)	1369	25 µg/l	/	0,006 kg/j
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	25 µg/l	/	0,0002 kg/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15 mg/l	25 µg/l	0,036 kg/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	50 µg/l	25 µg/l	0,012 kg/j
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	25 µg/l	/	0,0002 kg/j
Manganèse et ses composés (en Mn)	1394	1 mg/l	/	0,24 kg/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,2 mg/l	50 µg/l	0,002 kg/j
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 mg/l		0,002 kg/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8 mg/l	300 µg/l	0,05 kg/j
Dichlorométhane (chlorure de méthylène)	1168	50 µg/l	/	2 g/j
Trichlorométhane (Chloroforme)	1135	100 µg/l	/	2 g/j
1,2-Dichloroéthane	1161	25 µg/l	/	2 g/j

»

Article 9 : Programme de surveillance des eaux souterraines

Les dispositions de l'article 3.5.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les forages et anciens puits sont utilisés exclusivement pour la surveillance de la nappe.

L'exploitant tient à disposition les caractéristiques des ouvrages constituant le réseau de surveillance du site et un plan de leur localisation. Ces données sont actualisées à chaque création/comblement des ouvrages de surveillance.

L'exploitant met en œuvre une surveillance périodique des eaux souterraines.

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente :

Pt de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZH	BSS01TGHK	Amont	Nappe alluviale	10/16 m
PZ21	BSS001TGGP	Amont	Nappe alluviale	10/17 m
PZ14	À venir	Aval	Nappe alluviale	10/16 m

PZ71	À venir	Aval	Nappe alluviale	10/16 m
PZ87	À venir	Aval	Nappe alluviale	10/16 m
PZ11	BSS01TGGD	Amont	Nappe alluviale	10/21 m
PZ26	BSS01TGGU	Aval	Nappe alluviale	10/22 m
PZ10	BSS01TGGC	Aval	Nappe alluviale	10/21 m
PZ54	À venir	Amont	Nappe alluviale	10/16 m
PZ69	À venir	Aval	Nappe alluviale	10/18m
PZA	BSS001TGAJ	Aval	Nappe alluviale	10/16m
PZ25	BSS001TFZJ	Amont	Nappe alluviale	10/16 m
PZ13	BSS001TGGF	Aval	Nappe alluviale	10/16 m
PZ56	À venir	Aval	Nappe alluviale	10/15 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 8.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
Hydrocarbures Totaux (HCT)	7009	PZH, PZ54, PZ25, PZ10, PZ13, PZ56	semestrielle
pH	1302	Tous les points de mesures	Tous les 5 ans
Chlorures (Cl ⁻)	1337	Tous les points de mesures	Tous les 5 ans
Ethanol	1745	PZ14, PZ21, PZ71, PZ87, PZ54, PZ69, PZ10, PZA, PZH, PZ26	Tous les 5 ans
Phosphate (PO ₄)	1433	PZ14, PZ21, PZ71, PZ87, PZ54, PZ69, PZ10, PZA, PZH	Tous les 5 ans
Glutaraldehyde	5642	PZ14, PZ21, PZ71, PZ87, PZ54, PZ69, PZ10, PZA, PZH, PZ26	Tous les 5 ans
Methanol	2052	PZ14, PZ21, PZ71, PZ87, PZ54, PZ69, PZ10, PZA, PZH, PZ26	Tous les 5 ans
Sodium (Na ⁺)	1375	Tous les points de mesures	Tous les 5 ans
Nitrates (NO ₃)	1340	Tous les points de mesures	Tous les 5 ans
Magnésium (Mg)	1372	PZ11, PZ54, PZ69, PZ10, PZA, PZH, PZ26	Tous les 5 ans
Calcium (Ca)	1374	Tous les points de mesures	Tous les 5 ans
Ethylène glycol	2718	Tous les points de mesures	Tous les 5 ans

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. »

Article 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article 7.6.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours par le 18 ou 112 ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des risques spécifiques de chaque bâtiment ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;
- d'une installation de mise en aspiration en Saône à des fins d'extinction accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette prise de raccordement conforme aux normes en vigueur permet au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective de la prise de raccordement ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de système d'extinction gaz dans certains locaux.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. »

Article 11 : Liste des agents biologiques pathogènes et OGM autorisés en production industrielle

L'annexe 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 est remplacée par l'annexe 6 confidentielle de cet arrêté complémentaire (annexe non communicable et non consultable).

Article 12 : Consistance des installations autorisées

L'annexe 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2021 est remplacée par l'annexe 7 confidentielle de cet arrêté complémentaire (annexe non communicable et non consultable).

Article 13 : Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Neuville sur Saône et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Neuville sur Saône pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Neuville sur Saône fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 14 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (SANOFI PASTEUR NVL - 31-33 quai Armand BARBES 69 250 NEUVILLE SUR SAÔNE), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 15 : Exécution

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et le maire de Neuville sur Saône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SANOFI PASTEUR NVL.